

Art. 2. — Sont nommés ou promus, pour faits de résistance, à titre définitif:

#### I. — ACTIVE

##### Corps des officiers de l'air.

###### A. — CADRE NAVIGANT

*Au grade de lieutenant.*

(Pour prendre rang du 5 août 1945.)

M. le sous-lieutenant Monset (René-Jean-Armand).

###### B. — CADRE SÉDENTAIRE

*Au grade de lieutenant-colonel.*

(Pour prendre rang du 25 mai 1946.)

M. le commandant Mahe (Henry).

*Au grade de commandant.*

(Pour prendre rang du 25 mai 1946.)

Les capitaines:

MM. Roubleff (Mathieu-Emile).

Blavet (Paul-Augustin-Honoré).

*Au grade de sous-lieutenant.*

(Pour prendre rang du 25 mai 1946.)

M. l'aspirant Cavalli (Jean).

M. l'adjudant-chef Kieffer (Georges-Joseph).

##### Corps des officiers mécaniciens de l'air.

*Au grade de commandant.*

(Pour prendre rang du 25 mars 1946.)

M. le capitaine Marus (Anthime-Louis).

*Au grade de lieutenant.*

(Pour prendre rang du 25 juin 1947.)

M. le sous-lieutenant Epéry (Paul-Henri).

*Au grade de sous-lieutenant.*

(Pour prendre rang du 25 juin 1945.)

M. l'adjudant-chef Epéry (Paul-Henri).

(Pour prendre rang du 25 décembre 1945.)

M. l'adjudant-chef Leclercq (René-Robert).

(Pour prendre rang du 25 mai 1946.)

M. l'aspirant Duteau (André-Jean-Auguste)

M. l'adjudant-chef Sasmayoux (Marcel).

##### Corps des officiers administratifs de l'air.

*Au grade de sous-lieutenant.*

(Pour prendre rang du 25 mai 1946.)

M. l'adjudant-chef Bertin (Marcel-Emile).

#### II. — RESERVE

##### Corps des officiers de l'air.

###### CADRE SÉDENTAIRE

*Au grade de sous-lieutenant.*

(Pour prendre rang du 25 mai 1946.)

M. le sergent Cambi (Charles-Léopold).

##### Service de santé de l'air.

*Au grade de médecin capitaine.*

(Pour prendre rang du 25 mars 1946.)

M. le médecin lieutenant Mariage (Jean-Gérard-François).

Art. 3. — Les prises de rang dans le grade, les nominations et promotions, objet des articles 1<sup>er</sup> et 2 ne comportent aucune régularisation de solde à une date antérieure à la promulgation du présent décret.

Art. 4. — Le ministre de l'air est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juin 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'air,

ANDRÉ MAROSELLI.

## MINISTÈRE DES FINANCES

### Décret n° 47-1151 du 25 juin 1947 portant autorisation de dépenses à titre d'avances en excédent des crédits ouverts.

Le président du conseil des ministres,  
Sur le rapport du ministre des finances,  
Vu l'article 43 de la loi de finances du 30 avril 1921;

Vu l'article 4 du décret du 25 juin 1934 portant modification de l'organisation de la comptabilité publique;

Vu l'article 5 du décret du 29 novembre 1941 portant application du décret du 25 juin 1934 relatif à l'organisation de la comptabilité de l'Etat;

Vu les lois de finances n° 46-2922 du 23 décembre 1946 et n° 47-581 du 31 mars 1947,

#### Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Est autorisée, à titre d'avances en excédent des crédits ouverts tant par les lois des 23 décembre 1946 et 31 mars 1947 que par des textes spéciaux, l'imputation au chapitre 700 « délégations de solde aux familles des militaires tués, disparus ou prisonniers » du budget de l'air pour l'exercice 1947 de dépenses s'élevant à la somme de 40 millions de francs.

Art. 2. — Les dépenses ainsi autorisées seront engagées, ordonnancées et acquittées comme en matière de dépenses budgétaires.

Art. 3. — Le présent décret sera soumis à l'approbation du Parlement dans les délais fixés par l'article 4 du décret du 25 juin 1934 et 5 du décret du 29 novembre 1934.

Art. 4. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juin 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances,

SCHUMAN.

## MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

### Cabinet du ministre.

Le ministre de l'économie nationale,

Vu le décret du 22 janvier 1947 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 25 janvier 1947 nommant les membres du cabinet du ministre,

#### Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Verret (Alexandre), inspecteur général de l'économie nationale, est nommé directeur adjoint du cabinet, en remplacement de M. Reber (Georges), appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juin 1947.

A. PHILIP.

### Délégations de signatures.

Le ministre de l'économie nationale,

Vu l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 sur les prix;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;

Vu l'arrêté du 21 juin 1947 portant nomination du directeur adjoint du cabinet du ministre;

#### Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — Délégation de signature est donnée à M. Verret, directeur adjoint du cabinet, pour signer, au nom du ministre, les arrêtés de prix.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juin 1947.

A. PHILIP.

Le ministre de l'économie nationale,

Vu l'ordonnance n° 45-1854 du 30 août 1945 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leurs pouvoirs en ce qui concerne la signature des arrêtés de débit et des états exécutoires;

Vu l'arrêté du 21 juin 1947 portant nomination du directeur adjoint du cabinet du ministre;

Sur le rapport du directeur de l'administration générale,

#### Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Verret (Alexandre), directeur adjoint du cabinet, est autorisé à signer, par délégation du ministre, tous arrêtés de débit et états exécutoires intéressant le département de l'économie nationale.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juin 1947.

A. PHILIP.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES ARTS ET DES LETTRES

### Décret n° 47-1152 du 25 juin 1947 portant réduction des effectifs du personnel des départements de l'éducation nationale, de la jeunesse, des arts et des lettres.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu l'article 11 de la loi du 23 décembre 1946 portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947;

Vu le décret du 16 avril 1947 portant application de l'article 11 précité,

#### Décète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Les effectifs du personnel des départements de l'éducation nationale, de la jeunesse, des arts et des lettres sont

diminués de mille cinq cents emplois répartis comme suit :

Administration centrale.

Vingt-six employés de la section de ravitaillement.

Enseignement supérieur.

Dix préparateurs temporaires des facultés ;

Dix-sept agents du service des œuvres sociales, en faveur des étudiants.

Enseignement du second degré.

Trois cents délégués rectoraux (à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1947).

Enseignement du premier degré.

Cinquante auxiliaires d'inspection académique ;

Deux cent quatre-vingt-dix-huit instituteurs intérimaires ;

Trente-sept instituteurs suppléants.

Enseignement technique.

Sept dactylographes auxiliaires des inspections de l'enseignement technique.

Centres d'apprentissage :

Cinquante directeurs ;

Vingt-cinq sous-économos ;

Vingt-cinq adjoints d'économat ;

Deux cent-cinquante assistantes médico-sociales.

Hygiène scolaire et universitaire (inspections régionales).

Deux assistantes sociales ;

Quatre secrétaires auxiliaires.

Bibliothèques.

Trente agents contractuels.

Archives.

Trois agents contractuels.

Mobilier national et manufactures nationales.

Un auxiliaire.

Conservatoire national de musique.

Un agent contractuel.

Musées de France.

Huit gardiens auxiliaires ;

Cinq agents contractuels.

Architecture (service du recensement des édifices anciens de la France).

Cinquante et un délégués ;

Un secrétaire rédacteur ;

Un commis ;

Une dactylographe.

Jeunesse et sports (service de l'inspection).

Cinquante-cinq inspecteurs non titularisés ;

Trente-huit secrétaires d'inspection non titularisés ;

Vingt-cinq rédacteurs non titularisés ;

Dix-huit auxiliaires d'inspection.

Centres éducatifs : dix-huit auxiliaires.

Ecoles d'éducation physique : trente-deux auxiliaires.

Ecoles de sports : cinq agents contractuels.

Service de l'équipement sportif : cinq agents contractuels.

Professeurs et moniteurs : quatre-vingt-onze délégués.

Centre national de la recherche scientifique (service central).

Cinq contractuels ;

Quatre auxiliaires de bureau ;

Un auxiliaire de service.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la jeunesse, des arts et des lettres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juin 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des finances,

SCHUMAN.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Taxes et cotisations destinées à couvrir les dépenses du comité interprofessionnel du vin de Champagne.

Le ministre de l'agriculture et le ministre de l'économie nationale,

Vu la loi provisoirement applicable du 12 avril 1941 portant création du comité interprofessionnel du vin de Champagne ;

Vu le décret provisoirement applicable du 2 septembre 1942 relatif au statut financier du comité interprofessionnel du vin de Champagne ;

Vu l'arrêté provisoirement applicable du 20 septembre 1942 relatif à la perception des taxes ou cotisations destinées à alimenter la caisse de la communauté champenoise ;

Vu les arrêtés des 28 février et 14 mai 1946 approuvant les décisions prises par le commissaire du Gouvernement auprès du comité interprofessionnel du vin de Champagne relativement aux cotisations professionnelles,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont approuvées les dispositions prévues par les décisions ci-après du commissaire du Gouvernement auprès du comité interprofessionnel du vin de Champagne :

1<sup>re</sup> Annexe à la décision n° 36 du 20 août 1946 relative à la cotisation des courtiers et des commissionnaires ;

2<sup>e</sup> Décision n° 37 du 4 novembre 1946 relative aux droits perçus à l'occasion de l'exploitation d'une marque ;

3<sup>e</sup> Décision V2-46 du 10 septembre 1946 relative au droit perçu au titre des vendanges de l'année 1946 ;

4<sup>e</sup> Décision n° 38 relative à la cotisation due par les négociants manipulant.

Art. 2. — Le directeur de la production agricole au ministère de l'agriculture et le chef du service des affaires générales du ministère de l'économie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 juin 1947.

Pour le ministre de l'agriculture :

Le directeur du cabinet,

LIBERT BOU.

Pour le ministre de l'économie nationale :

Le directeur du cabinet,

HENRI FAURE.

## MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret du 24 juin 1947 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur à titre posthume.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date

du 4 juin 1947 portant que la nomination faite aux termes du présent décret n'a rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à titre posthume.

Au grade de chevalier.

M. Lanfranchi (Jean-Louis-Marie), administrateur de 2<sup>e</sup> classe des colonies. A été cité à l'ordre de la Nation.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres, le ministre de la France d'outre-mer et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juin 1947.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

PAUL RAMADIER.

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

Décret du 24 juin 1947 portant désignation du gouverneur par intérim de la Réunion.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 6 février 1928 réglant les conditions dans lesquelles sont exercées aux colonies les fonctions intérimaires de gouverneur général, de gouverneur, de résident supérieur et de secrétaire général du gouvernement général et les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1942 chargeant M. Capagorry des fonctions de gouverneur de la Réunion, ensemble le décret du 30 décembre 1942 portant nomination de M. Capagorry en qualité de gouverneur de 3<sup>e</sup> classe des colonies ;

Vu le décret du 24 avril 1946 portant délégation dans les fonctions de secrétaires généraux ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Rémy (Marie), secrétaire général de la Réunion, est chargé, par intérim, des fonctions de gouverneur de ce territoire, pour compter de la date de départ du titulaire, appelé en France.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juin 1947.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,

PAUL RAMADIER.

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.